

UNE MÉDITATION POLITIQUE POUR ACCOMPAGNER LA REPRISE DU DÉBAT

Essayons de voir plus loin que ce que l'immédiateté nous impose de regarder.

Simple constat : c'est fort souvent après coup que se mesurent l'importance et l'effet plus ou moins considérable d'un choix décisionnel qui, sur le moment, a paru aller de soi ou simplement répondre conjoncturellement à une exigence circonstancielle ou impérative. C'est ainsi que le programme du Conseil national de la résistance qui était à l'origine (en 1943...) principalement motivé par le souci de rassembler pour la victoire les forces de la Résistance à Vichy et à l'occupation allemande, a inspiré dès la Libération, puis après 1945, un ensemble de mesures radicales qui ont marqué notre histoire. Elles ont contribué à reconstruire non seulement les dispositifs administratifs et politiques du pays mais aussi à modifier fondamentalement et durablement les structures économiques et sociales de la France. Rétrospectivement, elles nous paraissent aujourd'hui d'une portée profondément transformatrice mais il faut rappeler que les forces de droite et de conservation sociale ont été les premières, dès la Libération, à se rendre compte qu'on pouvait parler à propos du programme du CNR de propositions d'inspiration « révolutionnaire » quand pourtant, à l'extrême-gauche, il arrivait qu'on fit la fine bouche ! Depuis 1947 jusqu'à la fin de l'épisode Sarkozy en 2012, et cela par coups de boutoir successifs, la « réaction » (entendons ce qualificatif dans le plein sens que lui donne son emploi dans le vocabulaire républicain depuis 1795), la réaction donc, n'a eu de cesse de vouloir démanteler ce qui avait été inventé et mis en place au lendemain de la défaite du nazisme : pour une part (mais non en totalité car le réel résiste) elle a réussi à appliquer de larges pans de son projet de contre-révolution élaboré dès la fin des années 1940. Elle l'a entrepris essentiellement par le biais des démantèlements et « privatisations » des services publics et entreprises nationales, un processus dont le rythme s'est d'ailleurs accéléré sous le gouvernement Jospin-Chirac entre 1997 et 2002, secondairement en décrédibilisant idéologiquement l'attachement aux notions de « service public » et de « justice sociale », par une incessante campagne médiatique destinée à pervertir la conscience sociale des travailleurs, des dominés et des exploités. Désormais, pour les démocrates convaincus que nous sommes, la pente sera évidemment dure à remonter. Les contre-feux opposés jusqu'ici, notamment ceux pourtant bien timides qui sont énoncés dans le programme du *candidat* François Hollande, lesquels seront en outre rendus à peu près pas réalisables en vertu du traité austéritaire Sarkozy/Merkel qu'approuvent le *président* François Hollande et le PS majoritairement, paraissent de portée bien médiocre. Mais sans nous décourager, nous nous employons et nous emploierons plus encore et autant que faire se pourra (mais sans illusions) à faire face le mieux possible pour inverser une tendance pluri-décennale dans la nouvelle conjoncture politique ouverte par la défaite électorale de Sarkozy et de la droite.

Replaçons donc nos analyses présentes dans le temps plus long de la seconde moitié du vingtième siècle et dans notre temps.

Depuis les années 1970, l'échec de l'alternative « soviétique » au modèle capitaliste étant généralement reconnu pour irréversible avant même sa disparition par l'auto-désagrégation rendue effective entre 1989 et 1992, seule la voie d'une restauration néo-capitaliste paraissait s'inscrire au fronton de l'avenir de l'humanité. La croissance des formations révolutionnaires dont la révolution d'octobre 1917-1919 en Russie et ses suites, puis la défaite des fascismes en 1944-1945 et l'effondrement postérieur des empires coloniaux, avaient multiplié l'apparition et accéléré le renforcement, laissaient entrevoir l'avènement du « temps des révolutions ». Partout étaient mises en mouvement des formations révolutionnaires plus ou moins réunies sous la forme de « partis communistes » et « ouvriers » souvent alliés au mouvements anti-impérialistes des pays non-alignés du tiers-monde, inspirés par l'exemple de la Chine ou engagés dans les luttes armées pour l'indépendance des peuples dominés : tous paraissaient incarner un avenir possible. Observant le temps présent, un historien aussi lucide que Fernand Braudel, voyait en 1964 le modèle soviétique de planification économique s'imposer à toute l'Europe, pas seulement dans les pays en développement. Naturellement, les formations politiques construites sur des bases de classe ou de rassemblement populaire qui incluaient sympathie ou admiration pour ce modèle, ont pâti après les années 1980 de leurs engagements antérieurs : nombre d'entre elles, sauf, semble-t-il, en Amérique latine et dans la Caraïbe pour des raisons singulières qui tiennent à la lourde présence de l'impérialisme américain dans la vie des nations, ont depuis tout simplement disparu, soit par autodissolution, soit par dénaturation apparente, voire sous le coup d'interdictions ; d'autres, notamment en Europe, se sont ralliées en se décomposant, à toutes les formes survivantes de social-démocratie ou d'adhésion à un réformisme transactionnel plus ou moins inspiré par les énoncés formulés par la nouvelle vague idéologico-politique néo-libérale ou libertarienne, apparue après les années 1960-1970 en Occident. Pour des raisons qu'il serait trop long d'analyser ici, la France a échappé partiellement (et presque « miraculeusement », selon divers analystes attentifs comme il en est) à nombre d'effets de cette évolution qui ailleurs a paru « fatale ». Mais l'affaiblissement électoral et, un peu plus tard, la visible décomposition par le haut du Parti communiste français et des organismes et réseaux sociaux liés à lui depuis des décennies, étaient devenu tels vers les années 2006-2007 qu'il parut possible à divers protagonistes de gauche de tenter de dresser les forces de contestation sociale qui se remettaient en mouvement par soubresauts successifs depuis 1995, en une *alternative consciente et déterminée* qu'on opposerait à ce qui restait au Pcf, non certes d'« hégémonie » mais de ce simple minimum d'autorité politique et morale sur une partie du mouvement

social qu'on lui reconnaissait encore. Cette nouvelle configuration fut marquée par deux événements significatifs : le rejet massif à gauche du projet de constitution européenne en 2005 puis deux ans plus tard, le piètre résultat de la candidate communiste à l'élection présidentielle de 2007. Ce dispositif favorisait la construction du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) comme reflétant une nouvelle donne politique fondée sur la disparition organique et immanquable du communisme français incarné par le parti du même nom.

C'est en se replaçant dans ce contexte, qu'il faut mesurer l'importance extrême, *stratégique* au sens propre du terme, de la formation du Front de gauche en 2008, de son implantation conjoncturelle à l'occasion des élections régionales et européennes puis de sa progression jusqu'à ce jour, moins évidente certes en termes d'élus qu'en termes d'influence idéologique, politique et culturelle. Constitué à l'initiative conjointe de plusieurs protagonistes venus du Pcf en la personne de sa secrétaire nationale, Marie-George Buffet, et de diverses formations de gauche, y compris de la fraction anti-néo-libérale du PS animée par J.-L. Mélenchon, la création du Front de gauche a permis au Parti communiste français qui en fut le promoteur déterminé, entre autres effets visibles, de refaire surface. Ce faisant, il a mis un coup d'arrêt à sa décomposition idéologique et à son repliement en terme d'effectifs et finalement il a pu tenir en échec les tentatives de le faire disparaître de l'échiquier politique français et européen ; enfin et surtout la décision, prise sous la houlette de Pierre Laurent, de constituer en force de rassemblement et de pérenniser l'existence du Front de gauche a permis au Pcf d'apparaître comme une grande force d'opinion, objectivement très mobilisée dans la dure entreprise d'empêcher la réélection de Nicolas Sarkozy en mai 2012. En sorte que vouloir mesurer aujourd'hui la force persistante du communisme français et la place importante que le Pcf occupe toujours dans le spectre politique du pays (et de la gauche en particulier) revient tout simplement à évaluer les chances de progression et d'affermissement du Front de gauche, et de toutes ses composantes, dans le débat politique et la bataille de la représentation des forces dans l'espace public français et européen.

C'est alors, c'est à dire que *c'est maintenant*, qu'apparaît *rétroactivement* dans toute son ampleur et sa fécondité révolutionnaire, *l'importance décisive du choix du Pcf en 2008* en faveur du Front de gauche. Très majoritairement, les communistes et leurs amis, ont depuis validé ce choix, très souvent dans l'enthousiasme et malgré la désillusion relative des dernières élections législatives de juin 2012. En sorte que ceux qui, par des biais plus ou moins subtils ou camouflés, cherchent *encore* à invalider ce choix et cette orientation, ne rêvent en réalité que de remettre le Pcf dans les fers, en l'enfermant dans le carcan antérieur où un semblant de représentation dans les organes délibératifs des territoires décentralisés, consenti par un PS absolument hégémonique, autorisait ce dernier à imposer ses vues quasiment sans discussion, transformant de prétendues alliances en instrument cynique de domination. Cela pouvait donner à divers élus communistes, ici ou là, l'illusion d'une présence efficace : en réalité c'était les convoquer à la signature, avec le consentement de la famille, de l'acte de décès d'un parti que ses luttes antérieures avaient inscrit dans le terreau de l'histoire nationale de la France. Au prix d'une compromission sans vergogne, le choix apparemment conservatoire qu'on essaie d'introduire dans la discussion camoufle en réalité une soumission sans effets durables ni profonds aux dictats finalement réactionnaires de la gauche dite « démocrate » (au sens clintonien du mot) ou « socialiste » comme l'entendaient Blair ou Schröder de si triste mémoire, et de tous ces gens qui ont contribué par leur soumission au capital financier à enfoncer toute l'Europe dans la crise délétère que nous subissons.

Comme on le voit une nouvelle fois, c'est après coup que se marque la grande portée d'un acte politique, libre et audacieux, déterminant dès lors qu'il s'inscrit avec lucidité et courage dans le champ toujours aléatoire et complexe de l'histoire en train de s'écrire.

Notre devoir de militants est donc de prendre la juste mesure de notre engagement présent dans le Front de gauche, de sa justesse, et de ne pas nous en laisser détourner, cela en n'oubliant pas qu'un train peut toujours en cacher une autre comme je l'écrivais prémonitoirement en 2011 à propos du choix du candidat à l'élection présidentielle...

Claude Mazauric (24-09-2012)

Post-scriptum : je vous recommande la lecture des chroniques de *L'Humanité-Dimanche* parues entre 2006 et 2012, rassemblées dans le volume portant le titre *Les grands événements du XXe siècle*, publié pour la Fête de L'Humanité 2012, cela pour le prix de 9 euros.